

6 Actualité

Le PBD et le PDC fusionnent au Centre

ÉCHIQUIER Ce samedi, les membres du PDC doivent adopter définitivement leur nouveau nom, Le Centre, et accepter de fusionner avec le parti d'Eveline Widmer-Schlumpf. Qui n'aura jamais réussi à rebondir après le départ de la conseillère fédérale grisonne

VINCENT BOURQUIN
@bourquini

Le 12 décembre 2007, la Suisse connaît l'un de ses plus grands séismes politiques. Christoph Blocher est évincé du Conseil fédéral. Stupeur. Après une nuit de réflexion, Eveline Widmer-Schlumpf accepte son élection. La conseillère d'Etat grisonne vivra ensuite des heures, des jours et des semaines terribles. Première attaque par le chef du groupe parlementaire UDC Caspar Baader qui lui avait aboyé dessus dans l'hémicycle. Celle qui a fait toute sa carrière au sein de l'UDC est considérée comme une traîtresse. Les insultes pleuvent, les responsables du parti dénoncent un complot. L'aile modérée est attaquée de toutes parts.

Les assemblées houleuses, les séances de crise se succèdent. Comme les statuts du premier parti du pays ne permettent pas de se débarrasser de la seule Eveline Widmer-Schlumpf, c'est toute la section des Grisons qui est exclue le 1er juin 2008. Deux semaines plus tard à Landquart, est créé le Bürgerliche Partei Schweiz, qui deviendra le Parti bourgeois démocratique (PBD) en novembre de la même année. Plusieurs parlementaires fédéraux claqueront la porte de l'UDC pour rejoindre ce nouveau parti. Aléas de l'histoire, le PBD aura même deux conseillers fédéraux, Samuel Schmid, demi-conseiller fédéral aux yeux de l'UDC, rejoindra cette formation avant de céder finalement sa place à Ueli Maurer.

En 2008 toujours, le PBD compte quatre conseillers d'Etat dans ses fiefs que sont les cantons de Berne, des Grisons et de Glaris. Le parti a alors le vent en poupe. Paré de ses couleurs jaune et noire rappelant le club de football des Young Boys, il rêve de s'imposer

«Ce parti a une histoire unique en Suisse, il s'est créé suite à l'élection de quelqu'un»

MARC BÜHLMANN, DIRECTEUR DE L'ANNÉE POLITIQUE SUISSE



En 2008, le Parti bourgeois démocratique fraîchement créé a le vent en poupe et rêve de s'imposer dans toute la Suisse. (ARNO BALZARINI/KEYSTONE)

dans toute la Suisse. De nouvelles sections sont créées partout et il symbolise l'opposition à l'UDC. «Ce parti a une histoire unique en Suisse, il s'est créé suite à l'élection de quelqu'un», constate Marc Bülmann, directeur de l'Année politique suisse. Jamais il ne parviendra à prendre une dimension nationale et ses tentatives en Suisse romande se sont soldées par des échecs.

Elue Suissesse de l'année en 2008, Eveline Widmer-Schlumpf devient une icône. «EWS», comme elle est désormais surnommée, joue un rôle clé au Conseil fédéral, notamment pour la sortie du nucléaire. Les membres du PBD fonctionnent comme sa garde rapprochée, sa présence donne l'illusion à ce parti qu'il compte.

A la fin de 2015, la Grisonne démissionne du gouvernement. Un retrait dont les siens ne se remettent jamais. «Je pensais alors que son départ serait une chance pour nous car on pourrait davantage se concentrer sur nos sujets politiques», affirme Martin Landolt. Le président du PBD reconnaît, aujourd'hui, que son parti s'est trop attaché à défendre sa conseillère fédérale. Il n'a pas réussi à imposer sa vision politique: «On a essayé beaucoup de choses, mais on est venu trop tôt sur la transition énergétique ou la prévoyance et on était trop petit.» De son côté, Marc Bülmann constate que ce mouvement n'a pas réussi à se construire sur des thématiques, il n'a jamais

été perçu comme spécialiste d'un domaine. Contrairement aux Vert'libéraux: «Eux ont clairement leurs thèmes et ont su occuper un espace où il n'y avait personne», affirme le professeur de sciences politiques à l'Université de Berne, qui considère que le pvl a, lui, un réel avenir.

PBD dans les livres d'histoire

Affaibli après la retraite de sa championne, le PBD ne parviendra plus à jouer les arbitres entre la gauche et la droite. Les déconvenues électorales se succéderont atteignant leur paroxysme lors des dernières élections fédérales. Avec moins de 2,5% des suffrages, la formation, présidée par Martin Landolt, ne sauve que trois sièges

au Conseil national. Quant à la conseillère d'Etat bernoise, Béatrice Simon, l'une des dernières figures de proue du parti, elle ne parviendra pas à sauver l'unique siège du PBD au Conseil des Etats. «Cette non-élection a marqué le début de la fin, si Béatrice Simon avait été élue, la situation aurait été différente.», affirme Marc Bülmann. Cet échec a accéléré le rapprochement avec le PDC. Les trois rescapés du PBD ont rejoint le groupe parlementaire des démocrates chrétiens. Et cette fois-ci, les négociations entre les deux présidents Gerhard Pfister et Martin Landolt ont abouti. Ce qui n'avait pas été le cas lors des tentatives précédentes. En 2011, alors président du PDC, Christoph Darbellay déclarait carré-

Affaibli après la retraite de sa championne, le PBD ne parviendra plus à jouer les arbitres entre la gauche et la droite

ment: «Le mot fusion nous donne de l'urticaire.»

Aujourd'hui, la situation est totalement différente. Les délégués du PBD ont déjà accepté de fusionner avec le PDC pour former Le Centre et les militants démocrates chrétiens feront de même ce samedi lors d'une assemblée virtuelle.

Selon Marc Bülmann, ce processus marque tout simplement la disparition du PBD. «Pour la grande majorité des gens, Le Centre, ce sera simplement le nouveau nom du PDC et cette stratégie peut être gagnante pour lui. Notamment dans le canton de Berne où le PDC est quasi inexistant», souligne le politologue. Mais les voix des électeurs du parti bourgeois démocratique n'iront pas automatiquement au désormais ex-PDC. Pas pour des raisons politiques, mais confessionnelles. Le PBD était d'obédience protestante, contrairement au PDC et son ancrage catholique.

Le PBD va-t-il rejoindre les méandres de l'histoire? Martin Landolt espère que non: «Les deux partis disparaissent et on crée une nouvelle marque, c'est un nouveau chapitre dans l'histoire de nos valeurs.» A la tête du parti depuis huit ans, il ne sera pas dans la direction du Centre, présidé par Gerhard Pfister, l'actuel patron du PDC. Lot de consolation pour les bourgeois démocrates, le président de la section bernoise Jan Gnägi sera vice-président de la nouvelle formation.

Avec une pointe de nostalgie, Martin Landolt se rappelle 2008 et la création du parti: «Les premiers mois ont été très durs, mais c'était une période fascinante, je suis très heureux d'avoir vécu une telle expérience.» ■

MA SEMAINE SUISSE

L'illusion de l'indépendance ou l'Europe

L'armée suisse a senti le vent du boulet, elle qui n'avait pas essuyé le feu depuis le Sonderbund, la guerre civile, en 1847. L'acceptation en rase-mottes, le 27 septembre, du crédit de 6 milliards pour l'achat d'avions de combat aura été un sérieux signal, surtout en Suisse romande, pour une remise en question du rôle de l'armée et l'orientation de la politique fédérale de sécurité. Le refus d'acquiescer le Gripen suédois en 2014 résultait en partie des doutes sur les performances de l'appareil choisi. L'affaire Crypto, cette société de cryptage infiltrée par les services secrets allemands et américains, a également instillé la méfiance sur la capacité de la Suisse à préserver le dogme de la neutralité et le principe sacré de l'indépendance en matière de sécurité. On verra enfin ce dimanche, avec le résultat de l'initiative «Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel

de guerre» quelle influence le mouvement pacifiste et les nouvelles exigences éthiques auront gagnée cette dernière décennie.

C'est dire que le Conseil fédéral aura à marcher sur des œufs dans l'acquisition du futur avion de combat, au début de l'an prochain. Entre les appareils américains F-35 et Super Hornet et les chasseurs européens Rafale de Dassault et Typhoon d'Eurofighter, il s'agit moins du choix des performances et du prix que de l'orientation stratégique de la politique de sécurité. Opter pour le parapluie américain, qui va continuer à s'effilocheur même sous la nouvelle administration de Joe Biden, ou une Europe qui ne parvient pas à définir une stratégie commune. Malgré les carences européennes, et sans compter l'enjeu des relations bilatérales avec l'UE, l'évolution géopolitique et celle des menaces ne laissent guère de choix. Affaiblissement du système

multilatéral et de l'ordre libéral international, conflits au Caucase, en Méditerranée, aux frontières russes de l'Europe, cyberattaques, accroissement des activités de renseignement, attaques terroristes, afflux de réfugiés déstabilisant des démocraties fragiles: la Suisse n'échappe pas à cette réalité, sa sécurité passe par la sécurité collective et la solidarité du continent européen. L'affaire des otages suisses en Libye nous l'a fait cruellement ressentir. La crise sanitaire nous y confronte chaque jour.

Le dernier rapport de politique de sécurité peut bien réaffirmer que «la quête de l'indépendance doit absolument rester un but à atteindre», la vérité, c'est que l'on ne se sauve jamais seul. Certes, neutralité oblige, l'appartenance à une alliance comme l'OTAN ou des obligations réciproques d'assistance militaire sont interdites à la Suisse. Cette semaine, deux décisions du Conseil fédéral indiquent

une approche plus transnationale de sa stratégie. D'une part, un accroissement des contributions à la promotion militaire de la paix avec un engagement plus ciblé sur l'Afrique et notamment l'idée d'un contingent de soldats à disposition de l'ONU. D'autre part, un accord avec l'OTAN dans le domaine des systèmes de communication et d'information militaires. Mais le principal obstacle à une orientation radicalement européenne de la politique de sécurité reste la résistance du parlement et l'absence de soutien populaire. Le choix du futur avion de combat en dira long sur la capacité du gouvernement à définir sa politique étrangère et de sécurité et vers quel objectif il se dirige: l'Europe ou l'illusion de l'indépendance. ■

YVES PETIGNAT
JOURNALISTE



PUBLICITÉ

Couple retraités lausannois

achète appartement spacieux 5-7 p.,
libre dès janvier 2021,

fraîchement rénové, étage élevé,
balcons-terrasses, belle vue sur Léman,
avec volumes, cheminée, cave
et 1-2 places de parc intérieures.
Proche du lac de Lutry à Morges.

Adresse e-mail: swisstrading@bluewin.ch

Entreprise suisse durable et éco-responsable recherche un investisseur pour financer son développement international.

Retour sur investissement intéressant.
Durée: 3 ans

Contact: decideandactswiss@gmail.com

Courrier: DecideAndAct,
8, Place des Eaux-Vives, 1207 Genève